

*Initiatives ministérielles*

ges de congés, ainsi que des avantages familiaux, tels les congés de maternité payés.

Alors, monsieur le Président, quand on parle d'une protection mur à mur, c'est sûr qu'il pourrait y avoir des améliorations. Si nous étions en meilleure position financière, on pourrait leur donner des augmentations de 2, 3 ou 4 p. 100 pour cette année, mais on est rendu à fixer 0 d'augmentation pour une année.

Monsieur le président, on a un rôle à remplir ici, tous que nous en sommes, de quelque parti politique que nous soyons. Nous devons prendre l'intérêt du pays, c'est-à-dire l'intérêt de ses habitants et habitantes. Je suis encouragé par le fait de voir que beaucoup de gens nous appuient. Vous lirez les éditoriaux ce matin dans les différents journaux, et je sais que sur le plan des éditoriaux anglophones à travers les autres provinces, on nous encourage à poursuivre ce débat et mettre fin à cette grève qui est purement politique.

Il y a, monsieur le président, des instances pour régler ces grèves politiques. Il y a des rouages qui existent, des coutumes qu'on doit observer, des traditions. Cela s'appelle la démocratie. Dans deux ans, si ces fonctionnaires ne sont pas satisfaits, ils voteront contre le gouvernement et là ils auront exprimé de façon démocratique leur opposition, mais pas en venant envahir le Parlement et puis avec des gens qui ne sont même pas membres de la Fonction publique et qui ont été ramassés ici et là pour venir perturber l'atmosphère du Parlement.

Voici ce que l'éditorialiste du journal *Le Soleil* qui est passablement sérieux au Québec, dit ce matin: «Les enfants gâtés du régime»—il s'adresse à nos fonctionnaires. Ce n'est pas écrit par un député du Parti conservateur, c'est écrit par un éditorialiste indépendant, et qui plus souvent qu'à son tour a donné des bons coups de bâton au gouvernement! «Donahue ferme son usine toute neuve à Matane». «Domtar licencie massivement». «Le nombre d'assistés sociaux et de chômeurs atteint de nouveaux sommets». «L'économie montréalaise s'effondre littéralement». Cela, c'est le début de son éditorial.

Jour après jour, les manchettes s'entassent sur les mises à pied auxquelles les entreprises du secteur privé sont forcées de procéder. Mais je dois vous dire qu'en Angleterre, en Allemagne, en France, je ne crois pas que ce soit des Conservateurs qui dominent là-bas et qui dominent la situation politique, mais par contre, ils subissent la même récession que nous.

La sécurité d'emploi a pris une valeur inestimable au cours de ces dernières années, minée par deux récessions. Cette protection est encore plus précieuse dans le secteur public à l'abri des difficultés économiques consécutives à la concurrence ou à la productivité qui peuvent justifier les entreprises privées de débaucher les travail-

leurs possédant pourtant sur papier une clause de sécurité d'emploi.

Les seuls qui n'ont pas depuis deux ans subi les ravages de la récession, ce sont les fonctionnaires à tous les niveaux, municipal, provincial et fédéral. Nommez m'en qui ont subi les ravages de la récession! Monsieur le président, les gens de la Beauce qui nous écoutent aujourd'hui sont scandalisés de voir l'attitude des fonctionnaires qui agissent de cette façon et qui n'acceptent pas de faire le sacrifice qu'on impose à d'autres Canadiens et Canadiennes, Québécois et Québécoises.

Un autre éditorialiste ici, Pierre Gravel de *La Presse*. A ce que je sache il n'a pas d'acointances avec le Parti conservateur. «Rien ne va plus. Une miraculeuse grève de onze jours n'a pas suffi pour établir un dialogue fructueux entre Ottawa et ses 150 000 fonctionnaires et rien indique qu'un nouveau miracle permettra d'y arriver à court terme».

Il dit dans son texte, et ce serait trop long de tout le dire, de tout l'énumérer, monsieur le président: «L'affrontement a perdu ses allures de simple conflit de travail entre l'État et ses syndiqués pour redevenir ce qu'il a toujours été: un débat essentiellement politique avec le gouvernement sur ses priorités budgétaires.»

• (1350)

Dans la conjoncture actuelle, monsieur le président, aggravée par les tensions constitutionnelles, le Canada ne peut se permettre une paralysie prolongée de son administration publique, ni tolérer ces effets dévastateurs sur les entreprises industrielles ou commerciales déjà dangereusement mal en point.

Le gouvernement doit donc avoir le courage, je dis bien le courage, d'aller au bout de sa logique en adoptant au plus tôt une loi spéciale suspendant le droit de grève et fixant les conditions de travail des fonctionnaires.

Quant aux syndiqués, et je termine là-dessus en ce qui a trait à l'éditorialiste—c'est dans *La Presse* de ce matin—«... ils doivent comprendre que ce n'est plus sur des lignes de piquetage que leur combat politique doit se poursuivre, c'est là où les sociétés démocratiques portent un jugement sur les décisions de leur gouvernement, dans les boîtes de scrutin. Aux prochaines élections, vous ferez valoir votre point de vue».

Maintenant, j'ai un message pour M. Daryl Bean qui est président de la fédération de nos fonctionnaires. M. Bean a parlé en fin de semaine, et j'ai entendu ses propos à la télévision, en disant qu'on faisait une grève, on quittait la table, il n'y avait pas de bonne foi—ce que le président du Conseil du Trésor a nié tout à l'heure sur le plan de la bonne foi—et il a dit ceci: «Il va y avoir de la violence». Je crois que son rôle, c'est d'empêcher la violence et de dire à ses membres de manifester publiquement, mais dans l'ordre.